Nations Unies A/56/763

Assemblée générale

Distr. générale
3 janvier 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session
Point 135 de l'ordre du jour
Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent document contient le rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001. L'Assemblée générale, dans sa résolution 55/227 A, du 23 décembre 2000, a ouvert un crédit d'un montant brut de 450 millions de dollars (montant net : 422 053 500 dollars) pour la même période.

Au cours de la période, les dépenses se sont élevées à un montant total brut de 383 462 000 dollars (montant net : 360 687 000 dollars), ce qui laisse un solde inutilisé d'un montant brut de 66 538 000 dollars (montant net : 61 366 500 dollars).

Le solde inutilisé est essentiellement imputable au fait que les dépenses afférentes au personnel international et local ont été inférieures aux prévisions.

La décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la Mission est énoncée au paragraphe 16 du présent rapport.

02-20068 (F) 230102 240102

Table des matières

		Paragraphes	Page
I.	Introduction	1–3	3
II.	Généralités	4–13	3
III.	Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001	14–15	6
IV.	Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session	16	8
Annexes			
I.	Exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : tableau récapitulatif		9
II.	Renseignements complémentaires sur les principaux écarts		11
III.	Déploiement prévu et effectif du personnel civil et du personnel militaire pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001		21
IV.	Montants répartis et dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001		23

I. Introduction

1. Par sa résolution 1244 (1999) du 10 juin 1999, le Conseil de sécurité a créé la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour établir une présence civile internationale au Kosovo afin de doter le Kosovo d'une administration intérimaire qui lui permettrait de jouir d'une autonomie substantielle au sein de la République fédérale de Yougoslavie et qui assurerait provisoirement la gestion des affaires courantes tout en établissant des institutions d'auto-administration démocratiques et en en supervisant la mise en place pour assurer les conditions nécessaires à une vie pacifique et normale pour tous les habitants du Kosovo.

2. Le budget de fonctionnement de la MINUK pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, exposé dans le rapport du Secrétaire général daté du 12 octobre 2000 (A/55/477), s'élevait à un montant brut de 474 401 800 dollars (montant net : 446 239 700 dollars). Il prévoyait le tableau d'effectifs ci-après : 42 officiers de liaison, 4 718 membres de la police civile, 1 357 membres du personnel international, 3 983 agents locaux, 11 administrateurs recrutés sur le plan national et 203 Volontaires des Nations Unies. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au paragraphe 61 de son rapport daté du 13 novembre 2000 (A/55/624), a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 450 millions de dollars pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001.

3. L'Assemblée générale, par sa résolution 55/227 A du 23 décembre 2000, a ouvert un crédit d'un montant brut de 450 millions de dollars (montant net : 422 053 500 dollars) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, y compris le montant brut de 220 millions de dollars (montant net : 207 407 400 dollars) autorisé par sa résolution 54/245 B du 15 juin 2000. Le montant total a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Généralités

4. On trouvera des renseignements sur le fonctionnement de la MINUK et la situation sur le terrain pendant la période considérée dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité datés des 18 septembre 2000 (S/2000/878 et Add.1), 15 décembre 2000 (S/2000/1196 et Add.1), 13 mars 2001 (S/2001/218 et Add.1) et 7 juin 2001 (S/2001/565).

5. Les taux de vacance de postes du personnel international et du personnel local ont continué de diminuer pendant la période considérée. Comparé à des taux de vacance moyens de 50 % pour le personnel international et de 34 % pour le personnel local pendant la première année de fonctionnement, les taux moyens pendant la période considérée étaient de 16 % pour le personnel international et de 8 % pour le personnel local, et se situaient légèrement au-dessus des chiffres prévus dans le projet de budget (15 % pour le personnel international et 5 % pour le personnel local). Le taux de vacance de postes moyen pour la police civile était de 9 %, contre les 5 % prévus. Les ressources non utilisées dans la catégorie du personnel civil, qui représentent 64 % des économies globales réalisées sur la période, sont attribuables à la nomination de personnel international à des classes inférieures à celles autorisées, à la suppression de la prime de risque dans la

municipalité de Pristina en février 2001 et à des taux de vacance de postes plus élevés.

6. La Mission ayant épuisé, à la fin de l'exercice financier, les possibilités de réparation rapide et à peu de frais d'installations étatiques ou publiques pour établir des locaux de bureau convenables, s'est efforcée d'acquérir et de mettre en place des bâtiments préfabriqués transportables ou enlevables. Le temps relativement clément pendant la plus grande partie de l'hiver a permis d'appliquer pratiquement sans interruption les calendriers de travail des équipes du génie et des communications.

7. Les équipements collectifs ont continué d'être en très mauvais état, du fait d'un approvisionnement irrégulier en électricité, ce qui a obligé la Mission à compter lourdement sur les groupes électrogènes. Le système téléphonique local n'est toujours pas au point et, en raison du nombre et de l'urgence des communications dont a besoin la Mission, il a fallu améliorer le réseau de télécommunications de la MINUK de façon à lui permettre de répondre aux besoins immédiats de la Mission et la doter d'une certaine capacité technique de croissance. La Mission a donc installé des systèmes de radiohyperfréquences, ce qui a réduit sa dépendance par rapport aux communications par satellite Inmarsat et à d'autres formes de communications, ce qui a, à son tour, permis de réaliser des économies considérables en ce qui concerne les pièces de rechange pour le matériel, les stations de satellite terriennes, par exemple. En outre, les fournisseurs de services pour les appels internationaux ont baissé les tarifs pour la plupart des pays d'environ 60 %, ce qui a permis à la Mission de faire encore d'autres économies.

8. Les activités d'achat battaient leur plein le second semestre de l'année, mais ont de nouveau été entravées par le déclenchement imprévu des hostilités dans l'ex-République yougoslave de Macédoine voisine, ce qui a considérablement perturbé les opérations du fait des retards dans l'établissement des contacts avec les fournisseurs devant transiter par l'ex-République yougoslave de Macédoine pour livrer leurs marchandises au Kosovo. Les points de passage de la frontière étaient régulièrement fermés, ce qui coupait les principales voies d'approvisionnement, et la Mission s'est trouvée obligée de modifier l'ordre de priorité de ses besoins et de mettre en place un système de rationnement strict du carburant. Elle a néanmoins cherché à appliquer la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 51 de son rapport sur le financement de la MINUK (A/54/622), en date du 19 novembre 1999, à savoir acheter le plus possible localement, et, malgré les difficultés, le bureau d'achat local a réussi à satisfaire approximativement 20 % de ses besoins au Kosovo, et 22 % dans les pays voisins de l'ex-Yougoslavie.

9. Les manifestations et les émeutes se sont poursuivies au Kosovo tout au long de la période. En décembre 2000, une bombe a détruit la résidence du représentant de la Yougoslavie à Pristina (située juste derrière la résidence du Représentant spécial adjoint principal) et causé de graves dommages structuraux à d'autres maisons du voisinage, occupées pour la plupart par des membres du personnel de la MINUK. La situation explosive dans l'ex-République yougoslave de Macédoine a causé des difficultés financières et logistiques au personnel international qui devait entrer ou sortir de la zone de la mission par Skopje, du fait des services limités à l'aéroport de Pristina. Tout aussi importants dans le contexte du bien-être du personnel, les voyages occasionnels à Skopje pour échapper à la tension et à l'isolement au Kosovo, lorsque la situation sécuritaire locale au Kosovo permettait

au personnel non essentiel de se déplacer, ont souvent dû être annulés du fait de la fermeture de la frontière et des graves préoccupations quant à la sécurité du personnel international. Cinq véhicules ont été totalement détruits et 87 endommagés au cours des émeutes et des manifestations. En outre, 399 véhicules ont été endommagés par vandalisme et 21 ont été volés.

10. La Mission a continué de connaître des problèmes sanitaires tout au long de l'année, et en janvier, après des mois de spéculation touchant le décès de plusieurs militaires et policiers, des spécialistes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont commencé à évaluer les aspects sanitaires des résidus d'uranium appauvri sur les 112 sites où l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avait utilisé des armes à l'uranium appauvri pendant sa campagne de bombardement qui avait duré 78 jours en 1999. Toutefois, aucune importante contamination du sol par l'uranium appauvri ou d'autres résidus n'a été décelée dans les zones étudiées. L'exercice financier s'est terminé en juin 2001 avec une poussée de fièvre hémorragique de Crimée-Congo (virus Ebola), maladie grave, avec un fort taux de mortalité, chez l'être humain. Des cas survenant régulièrement et des poussées répétées de cette maladie ont été enregistrés au Kosovo depuis 1986. Face aux préoccupations générales en matière de santé, la Division de l'administration a mené une étude des services médicaux de la Mission et a commencé les travaux sur une installation de soins infirmiers de 10 lits, procédant aussi à l'achat de matériel supplémentaire et au recrutement de personnel médical additionnel.

11. La MINUK a appliqué un certain nombre de mesures d'économie pendant la période considérée dans les domaines du personnel, de la technologie informatique, des installations et des transports. Dans le domaine du personnel, la mise en place en novembre 2000 d'une unité chargée des formalités d'arrivée et de départ a permis de ramener le temps passé à ces formalités de 4,5 jours à un jour, d'où une économie d'environ 900 000 dollars pendant la période. Dans le domaine de la technologie informatique, la Mission a identifié et formé du personnel chargé du dépannage dans toutes ses installations dans l'ensemble de la zone de la mission. La mise en oeuvre de cette stratégie a permis d'économiser un montant estimé à 400 000 dollars, qui aurait autrement été nécessaire pour payer du personnel supplémentaire pour assurer la maintenance du matériel. On a aussi réalisé des économies dans le secteur des bâtiments, l'Administration de la MINUK ayant loué 46 immeubles appartenant au gouvernement ou à des sociétés plutôt que des immeubles privés. Bien que le coût global des pièces de rechange, de la réparation et de l'entretien des véhicules ait été plus élevé que prévu, du fait de la nécessité de travaux d'entretien plus fréquents et du nombre élevé d'accidents, on a réalisé une économie d'environ 73 000 dollars au cours de la période en réutilisant les pièces de rechange récupérées sur 25 véhicules mis hors service. En outre, la Mission a remplacé 20 appareils de chauffage fonctionnant au combustible par des radiateurs fonctionnant à l'huile de vidange, ce qui a permis à la fois d'économiser quelque 130 000 dollars à la rubrique Combustibles et de contribuer à l'élimination des déchets.

12. Pendant la période considérée, la Mission a consacré 1 915 600 dollars aux mesures visant à assurer la sécurité du personnel, comme indiqué au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1
Dépenses au titre de la sécurité du personnel
(En milliers de dollars des États-Unis)

Rubrique	*Dépenses*
Personnel de sécurité	1 453,8
Aménagement et rénovation des locaux	51,8
Opérations aériennes	356,0
Fournitures et services	54,0
Total	**1 915,6**

13. Au paragraphe 16 de son rapport (A/55/874/Add.6) daté du 4 avril 2001, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé que les raisons du retard des dépenses au 31 décembre 2000 fassent l'objet d'une analyse dont les conclusions figureraient dans le prochain rapport sur l'exécution du budget. Les dépenses non effectuées au cours des six premiers mois portaient essentiellement sur des articles devant être achetés, et le fait qu'ils ne l'aient pas été s'explique par la façon dont les ressources ont été approuvées pour cette période. Initialement, l'Assemblée générale avait autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 220 millions de dollars pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2000 (résolution 54/245 B du 15 juin 2000). Ce montant représentait moins de la moitié du budget proposé, d'un montant brut de 474 401 800 dollars. En l'absence d'informations sur le montant total qui serait effectivement approuvé pour la période, la Mission a établi un ordre de priorité pour l'achat des articles dont elle avait le besoin le plus urgent. Les ressources pour l'ensemble de la période de 12 mois ont été approuvées le 23 décembre 2000 (résolution 55/227 A de l'Assemblée générale) et, cela étant, la plupart des achats sur le terrain ont été effectués pendant la seconde moitié de l'exercice financier. La plupart du matériel requis était extrêmement spécialisé, et il a fallu mener des recherches approfondies pour établir les spécifications appropriées.

III. Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

14. Comme indiqué au tableau 2 ci-après, sur les crédits ouverts d'un montant brut de 450 millions de dollars (montant net : 422 053 500 dollars) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, les dépenses se sont élevées à un montant brut de 383 462 000 dollars (montant net : 360 687 000 dollars), y compris un montant de 63 237 200 dollars d'engagements non réglés. Le solde inutilisé d'un montant brut de 66 538 000 dollars (montant net : 61 366 500 dollars) représente, en termes bruts, environ 14,8 % du montant des crédits ouverts. On trouvera à l'annexe I au présent rapport un tableau récapitulatif, par rubrique budgétaire, des données relatives à l'exécution du budget pour la période considérée et, à l'annexe II, des renseignements complémentaires sur les écarts importants constatés. L'annexe IV contient un graphique indiquant les montants répartis et les dépenses effectivement réalisées, par grande rubrique budgétaire.

Tableau 2
Montants répartis et dépenses
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	*Montant réparti*	*Dépenses*[a]	*Écart*
Personnel militaire	7 814,3	5 918,4	1 895,9
Personnel civil	322 983,1	280 113,5	42 869,6
Dépenses opérationnelles	89 688,2	73 816,0	15 872,2
Autres programmes[b]	1 567,9	839,1	728,8
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	–	–	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	–	–
Contributions du personnel	27 946,5	22 775,0	5 171,5
Total brut	**450 000,0**	**383 462,0**	**66 538,0**
Recettes provenant des contributions du personnel	(27 946,5)	(22 775,0)	(5 171,5)
Total net	**422 053,5**	**360 687,0**	**61 366,5**
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–	–	–
Total des ressources	**450 000,0**	**383 462,0**	**66 538,0**

[a] Y compris un montant de 63 237 200 dollars d'engagements non réglés.
[b] Dépenses de personnel non comprises

15. On trouvera des informations sur le déploiement du personnel militaire et civil pendant la période considérée au tableau 3 ci-dessous et à l'annexe III au présent rapport.

Tableau 3
Personnel militaire et civil : effectifs autorisés, personnel effectivement déployé et taux de vacance de postes pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

Catégorie de personnel	*Effectifs autorisés*	*Personnel effectivement déployé (moyenne)*	*Taux de vacance de postes (pourcentage)*
Observateurs militaires	38	38	–
Contingents	–	–	–
Police civile	4 718	4 277	9
Personnel recruté sur le plan international	1 339	1 131	16
Administrateurs recrutés sur le plan national	11	7	39

Catégorie de personnel	*Effectifs autorisés*	*Personnel effectivement déployé (moyenne)*	*Taux de vacance de postes (pourcentage)*
Personnel local	3 916	3 619	8
Volontaire des Nations Unies[a]	203	203	–

[a] Il a fallu déployer d'autres Volontaires des Nations Unies pour aider à l'inscription sur les listes électorales et aux élections municipales.

IV. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-sixième session

16. **En ce qui concerne le financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, l'Assemblée générale est appelée à :**

a) Décider de l'affectation du solde inutilisé d'un montant brut de 66 538 000 dollars (montant net : 61 366 500 dollars) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001;

b) Décider de l'affectation des autres recettes pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, d'un montant de 29 041 000 dollars, provenant des intérêts créditeurs (7 322 000 dollars), d'autres recettes diverses (1 882 000 dollars) et des économies réalisées ou de l'annulation d'engagements de la période précédente (19 837 000 dollars).

Annexe I

Exécution du budget pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 : tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	*(1)* *Montants répartis*[a]	*(2)* *Dépenses non renouvelables*	*(3)* *Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)*	*(4) = (1) - (3)* *Écart*
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	1 205,9	–	1 239,8	(33,9)
2. Contingents	–	–	–	–
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
a) Matériel appartenant aux contingents	4 003,2	–	2 605,7	1 397,5
b) Soutien autonome	805,2	–	796,5	8,7
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	1 800,0	–	1 276,4	523,6
Total partiel, rubrique 3	**6 608,4**	**–**	**4 678,6**	**1 929,8**
Total, catégorie I	**7 814,3**	**–**	**5 918,4**	**1 895,9**
II. Personnel civil				
1. Police civile	120 243,6	–	115 122,0	5 121,6
2. Personnel international et personnel local	186 597,0	–	151 411,5	35 185,5
3. Volontaires des Nations Unies	16 142,5	–	13 580,0	2 562,5
4. Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
5. Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Total, catégorie II	**322 983,1**	**–**	**280 113,5**	**42 869,6**
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	10 137,1	6 466,9	10 455,3	(318,3)
2. Remise en état des infrastructures	–	–	–	–
3. Transports	13 728,8	4 657,8	12 475,5	1 253,4
4. Opérations aériennes	6 130,4	–	4 147,8	1 982,6
5. Opérations navales	–	–	–	–
6. Transmissions	19 782,4	9 902,4	13 898,9	5 883,5
7. Matériel divers	20 345,8	13 754,1	15 080,7	5 265,1
8. Fournitures et services	17 763,7	–	16 500,3	1 263,4
9. Fret aérien et de surface				
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	1 800,0	–	387,5	1 412,5

Catégorie de dépenses	*(1)* *Montants répartis*[a]	*(2)* *Dépenses non renouvelables*	*(3)* *Montant total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables)*	*(4) = (1) - (3)* *Écart*
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	–	–	870,2	(870,2)
Total partiel, rubrique 9	**1 800,0**	**–**	**1 257,7**	**542,3**
Total, catégorie III	**89 688,2**	**34 781,2**	**73 816,0**	**15 872,2**
IV. Autres programmes				
1. Fournitures et services liés aux élections	–	–	–	–
2. Programmes d'information	599,7	–	409,9	189,8
3. Programmes de formation	418,2	–	429,2	(11,0)
4. Programmes de déminage	550,0	–	–	550,0
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
Total, catégorie IV	**1 567,9**	**–**	**839,1**	**728,8**
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	**–**	**–**	**–**	**–**
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	**–**	**–**	**–**	**–**
VII. Contributions du personnel	**27 946,5**	**–**	**22 775,0**	**5 171,5**
Total brut, catégories I à VII	**450 000,0**	**34 781,2**	**383 462,0**	**66 538,0**
VII. Recettes provenant des contributions du personnel	**(27 946,5)**	**–**	**(22 775,0)**	**(5 171,5)**
Total net, catégorie I à VIII	**422 053,5**	**34 781,2**	**360 687,0**	**61 366,5**
IX. Contributions volontaires en nature (budgétisées)	**–**	**–**	**–**	**–**
X. Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	**–**	**–**	**–**	**–**
Total des ressources	**450 000,0**	**34 781,2**	**383 462,0**	**66 538,0**
XI. Autres ressources/ajustements				
Intérêts perçus				7 322,0
Recettes diverses/accessoires				1 882,0
Contributions volontaires en espèces				–
Ajustements sur exercice antérieur				–
Économies ou annulation d'obligations sur exercice antérieur				19 837,0
Total, catégorie XI				**29 041,0**

[a] Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/227 A du 23 décembre 2000.

Annexe II

Renseignements complémentaires sur les principaux écarts

Personnel militaire

Montant réparti : 7 814 300 dollars; dépenses : 5 918 400 dollars; écart : 1 895 900 dollars

1. Le solde inutilisé (1 895 900 dollars) à cette rubrique s'explique par le fait que le coût des autres dépenses afférentes au personnel militaire (1 929 800 dollars) a été moins élevé que le montant prévu au budget; l'économie ainsi réalisée a été en partie annulée par des dépenses supplémentaires au titre des observateurs militaires (33 900 dollars).

Autres dépenses afférentes au personnel militaire

Montant réparti : 6 608 400 dollars; dépenses : 4 678 600 dollars; écart : 1 929 800 dollars

2. Le solde inutilisé (1 929 800 dollars) est dû au fait que les dépenses au titre du matériel appartenant aux contingents, du soutien autonome et de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité ont été moindres que prévu, en raison du déploiement tardif de quatre groupes de police spéciale et du non-déploiement d'un groupe de police spéciale.

Personnel civil

Montant réparti : 322 983 100 dollars; dépenses : 280 113 500 dollars; écart : 42 869 600 dollars

3. Le solde inutilisé (42 863 600 dollars) résulte du fait que les dépenses au titre de la police civile (5 121 600 dollars), du personnel international et local (35 185 500 dollars) et des Volontaires des Nations Unies (2 562 500 dollars) ont été moins élevées que prévu.

Police civile

Montant réparti : 120 243 600 dollars; dépenses : 115 122 000 dollars; écart : 5 121 600 dollars

4. Le solde inutilisé au titre de la police civile est dû essentiellement au fait que, pour diverses raisons, les frais de voyage ont été inférieurs aux prévisions. Le déploiement tardif de quatre groupes de police spéciale et le non-déploiement d'un groupe a eu pour conséquence de réduire le nombre de voyages occasionnés par la relève des contingents. Par ailleurs, alors que le coût moyen d'un voyage, y compris les frais d'excédent de bagage, avait été estimé à 1 700 dollars, le coût effectif des voyages à l'occasion de la relève des contingents et du rapatriement s'est établi, en moyenne, à 1 045 dollars et 1 400 dollars respectivement. Par ailleurs, certains policiers ont voyagé à bord d'avions militaires de leur pays.

Personnel international et personnel local

Montant réparti : 186 597 000 dollars; dépenses : 151 411 500 dollars; écart : 35 185 500 dollars

5. Le solde inutilisé (35 185 500 dollars) résulte essentiellement du fait que le coût du personnel international et du personnel local a été moins élevé que prévu. Au cours de la période considérée, le taux effectif de vacances de postes pour le personnel international a été de 16 %, alors que le taux de vacance prévu était de 15 %, et le taux effectif de vacance de postes pour le personnel local a été de 8 %, alors que les traitements du personnel local avaient été calculés en tenant compte d'un taux de vacance de 5 %. Par ailleurs, sept administrateurs recrutés sur le plan national seulement ont été déployés, en moyenne, dans la zone de la mission, sur les 11 prévus. Toutefois, l'essentiel du solde inutilisé est dû, d'autre part, au fait qu'un certain nombre de postes ont été pourvus par du personnel recruté à une classe inférieure à celle autorisée et d'autre part, à la suppression de la prime de risque pour la municipalité de Pristina en février 2001. En outre, 85 % du personnel local a initialement été recruté aux niveaux 2 et 3, alors que les prévisions de dépenses avaient été calculées sur la base de traitements correspondant au niveau 4. Les paramètres utilisés pour l'établissement du budget pour l'exercice biennal 2002-2003 seront ajustés pour tenir compte de l'expérience en la matière.

6. Au cours de la période considérée, 18 membres du personnel de la MINUK ont été détachés pour des périodes de courte durée auprès de nouvelles missions ou d'autres opérations, comme indiqué ci-après :

Détachement auprès de :	*Effectifs*
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE)	11
Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC)	3
Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO)	3
Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies en Iraq	1
Total	**18**

Volontaires des Nations Unies

Montant réparti : 16 142 500 dollars; dépenses : 13 589 000 dollars; écart : 2 562 500 dollars

7. Le solde inutilisé (2 562 500 dollars) à cette rubrique s'explique par la suspension, à la mi-septembre 2000, du programme d'inscription des électeurs en raison de la nécessité de nettoyer la base de données contenant les listes électorales. En conséquence, le déploiement des 500 Volontaires des Nations Unies supplémentaires qui devaient faciliter le processus d'inscription des électeurs et la tenue des élections municipales a été reporté.

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 89 688 200 dollars; dépenses : 73 816 000 dollars; écart : 15 872 200 dollars

8. Le solde inutilisé (15 872 200 dollars) résulte d'une économie d'un montant total de 16 190 300 dollars, qui se décompose comme suit : transports (1 253 400 dollars), opérations aériennes (1 982 600 dollars), transmissions (5 883 500 dollars), matériel divers (5 265 100 dollars), fournitures et services (1 263 400 dollars) et fret aérien et de surface (542 300 dollars), annulée en partie au titre des dépenses supplémentaires par des locaux/hébergement (318 300 dollars).

Locaux/hébergement

Montant réparti : 10 137 100 dollars; dépenses : 10 455 300 dollars; écart : (318 300 dollars)

9. Le montant supplémentaire (318 300 dollars) à cette rubrique est imputable à l'achat et à l'installation de bâtiments préfabriqués en raison de changements dans le déploiement du personnel de la MINUK, notamment : du changement de lieu d'affectation du personnel administratif transféré des sièges régionaux aux différentes bases d'appui régional, de la nécessité de disposer de locaux distincts pour la MINUK et pour la police locale ainsi que de bureaux pour les éléments de l'administration civile qui devront quitter les bâtiments publics après les élections provinciales, et de l'expansion des installations médicales de la MINUK à Pristina. La Mission ayant utilisé tous les locaux appartenant à des entités publiques qui avaient été mis à sa disposition et pouvaient être remis en état et aménagés en bureaux pour un coût raisonnable, elle a décidé d'acheter des bâtiments préfabriqués.

Transports

Montant réparti : 13 728 800 dollars; dépenses : 12 475 500 dollars; écart : 1 253 400 dollars

10. Le solde inutilisé (1 253 400 dollars) à cette rubrique est dû essentiellement à l'achat d'un nombre de véhicules inférieur aux prévisions. Les prévisions portaient sur l'achat de 65 véhicules neufs et le remplacement de 46 véhicules tout terrain polyvalents. Au cours de la période considérée, la Mission a acheté au total 71 véhicules (7 autobus, 2 camions-citerne pour hydrocarbures, 4 véhicules à usage spécial, 50 véhicules tout terrain polyvalents et 8 véhicules de transport de marchandises). En raison de l'achat d'un nombre de véhicules inférieur aux prévisions et du fait que le coût effectif de certains véhicules était inférieur au coût standard utilisé dans les prévisions de dépenses, des économies ont été réalisées au titre de l'achat de véhicules. En outre, le nombre de véhicules étant moindre, des économies ont été réalisées au titre des carburants et lubrifiants, la consommation de carburant étant inférieure aux prévisions, ainsi que de l'assurance automobile. Les économies réalisées à cette dernière rubrique s'expliquent aussi par le fait que la prime d'assurance par véhicule a été inférieure aux prévisions.

Opérations aériennes

Montant réparti : 6 130 400 dollars; dépenses : 4 147 800 dollars; écart : 1 982 600 dollars

11. Le solde inutilisé (1 982 600 dollars) à cette rubrique résulte essentiellement du retard pris dans le déploiement d'un hélicoptère de manoeuvre léger et du fait que le montant des dépenses au titre de l'indemnité de subsistance des équipages a été peu élevé.

12. Les prévisions budgétaires ont été calculées en se fondant sur l'hypothèse que la Mission louerait un hélicoptère de manoeuvre léger et un hélicoptère moyen de transport. Toutefois, en raison du déploiement tardif de l'hélicoptère de manoeuvre, la Mission a continué d'utiliser deux hélicoptères moyens de transport jusqu'en mai 2001, et a ainsi fait des économies au titre de la location de l'affrètement d'aéronefs. Des économies ont également été réalisées au titre du carburant aviation, la Mission n'ayant utilisé que 67 % des heures de vol prévues au budget pour l'hélicoptère moyen de transport et 9 % des heures de vol inscrites au budget pour l'hélicoptère de manoeuvre léger. Le coût de l'assurance responsabilité civile et risques de guerre a également été inférieur au montant prévu, le coût de la prime d'assurance ayant été inférieur aux prévisions et l'hélicoptère de manoeuvre léger ayant été déployé plus tard que prévu.

13. Le solde inutilisé au titre de l'indemnité de subsistance des équipages s'explique par le transfert de l'avion IL-76 et de son équipage à la MONUC en juillet 2000, et par le fait que le nombre de poses d'hélicoptères en dehors de la zone de la Mission a été de 14 au lieu des 36 inscrits au budget.

Transmissions

Montant réparti : 19 782 400 dollars; dépenses : 13 898 900 dollars; écart : 5 883 500 dollars

14. Le solde inutilisé (5 883 500 dollars) à cette rubrique résulte essentiellement d'économies au titre des pièces de rechange et des fournitures et des communications par réseaux commerciaux.

15. L'épine dorsale du réseau de communication de la MINUK était initialement constituée de stations terriennes de télécommunications par satellite. Cette technologie a présenté de nombreux avantages au tout début du déploiement de la Mission, car elle a permis d'établir rapidement des liaisons de communication entre les différents éléments de la Mission ainsi qu'une liaison immédiate, par courrier électronique, Internet et téléphone, avec le réseau mondial de l'Organisation des Nations Unies et le reste du monde. Toutefois, l'utilisation continue de cette technologie n'allait pas sans inconvénient, l'expansion du réseau étant limitée par la largeur de bande disponible (qui établit la capacité du réseau) sur le satellite. En outre, tous les changements apportés au réseau devaient être étroitement coordonnés avec toutes les autres missions utilisant les stations terriennes. À mesure que les besoins en matière de largeur de bande augmentaient, le coût du fonctionnement des stations terriennes augmentait en proportion, jusqu'à devenir prohibitif. Compte tenu de cette augmentation de coût, et du fait que les besoins opérationnels de la Mission avaient évolué, la Mission devant notamment transmettre et recevoir d'importants volumes de données, il est devenu évident que les stations terriennes ne permettaient plus de satisfaire les besoins.

16. Il a donc fallu modifier fondamentalement la configuration du réseau et, partant, le type de matériel, afin de répondre aux besoins essentiels de la Mission en matière de transmission et la doter d'installations techniques pouvant être développées. À la fin de l'exercice biennal 1999-2000, 38 postes seulement étaient reliés au réseau et seul le quartier général de la région était équipé du logiciel Lotus Notes. Au cours de cette période, des liaisons hertziennes ont été installées dans 107 postes, offrant à la fois des liaisons téléphoniques et l'accès à Lotus Notes, qui est devenu le moyen de communication le plus efficace entre bureaux. Dans la région de Pristina, des liaisons hertziennes ont été installées dans 50 endroits différents; il aurait été impossible d'utiliser les stations terriennes de télecommunications par satellite pour relier entre eux un aussi grand nombre de lieux.

17. Compte tenu de ce qui précède, l'accent a été mis sur l'acquisition de systèmes hertziens terrestres à large bande et sur le développement du réseau de téléphone sans fil. L'installation du réseau hertzien à permis à la Mission de disposer de moyens de communication relativement sûrs et confidentiels, réduisant ainsi le nombre de messages radio chiffrés. En outre, l'interconnexion du réseau hertzien et du réseau classique UHF/VHF a permis d'accroître effectivement la portée des deux réseaux et, ainsi, de réduire le nombre de radios à allocation de canaux.

18. Grâce à l'installation du réseau hertzien terrestre, la Mission n'a plus guère eu recours aux stations terriennes de télécommunication par satellite, dont l'entretien (notamment les pièces de rechange) était très onéreux. Une économie a donc été réalisée au titre des pièces détachées et fournitures destinées aux transmissions.

19. Au début de la période à l'examen, le coût des communications commerciales a diminué sensiblement, tant en ce qui concerne les appels Inmarsat que les appels téléphoniques internationaux classiques. Les tarifs Inmarsat ont diminué de 64 % et les prestataires de services téléphoniques internationaux ont réduit leurs tarifs à destination de la plupart des pays de 60 % en moyenne. En outre, l'installation du réseau hertzien a considérablement réduit la nécessité d'utiliser Inmarsat ou d'autres formes de communications commerciales. Pour toutes ces raisons, des économies ont pu être réalisées au titre des communications commerciales.

Matériels divers

Montant réparti : 20 345 800 dollars; dépenses : 15 080 700 dollars; écart : 5 265 100 dollars

20. Le solde inutilisé (5 265 100 dollars) au titre des matériels divers s'explique par plusieurs raisons, à savoir : coûts plus avantageux obtenus en vertu des contrats-cadres conclus par le quartier général de la Mission, achat de quantités de matériel divers et de matériel de défense des périmètres inférieures aux prévisions, besoins de pièces détachées, de réparation et d'entretien du matériel inférieurs aux prévisions, et établissement d'un contrat global d'achat de carburant, comprenant la construction d'importantes infrastructures de stockage et de distribution du carburant, qui ont entraîné des économies au titre des citernes à essence et débitmètres.

21. Les dépenses au titre des groupes électrogènes et du matériel d'observation ont été inférieures aux prévisions, en raison de la fourniture de 12 groupes électrogènes et de 41 dispositifs d'observation nocturne par la Base de soutien logistique des

Nations Unies (Brindisi). En outre, le montant prévu pour l'achat d'un système d'imagerie thermique destiné à l'hélicoptère n'a pas été utilisé, la MINUK ayant obtenu que ce dispositif soit inclus dans le contrat de location de l'hélicoptère.

22. À la rubrique Matériel pour la défense des périmètres, le budget prévoyait des crédits pour l'achat d'équipements spécialisés devant permettre d'exécuter des activités de police dans le cadre de diverses opérations telles que le contrôle de la circulation, les activités de la police scientifique et les enquêtes criminelles, les opérations de sécurité, la répression des émeutes et le maintien de l'ordre, etc. Compte tenu des longs délais de livraison de ces articles ou groupes d'articles spécialisés, certains matériels, notamment un système d'identification automatique des empreintes digitales, un système d'entraînement au tir, des tenues de protection, des dispositifs de diversion et un assortiment d'articles divers, n'ont pas été achetés au cours de la période à l'examen, entraînant des économies à cette rubrique.

Fournitures et services

Montant réparti : 17 763 700 dollars; dépenses : 16 500 300 dollars; écart : 1 263 400 dollars

23. Le solde inutilisé de 1 263 400 dollars à cette rubrique s'explique par la diminution du coût des services divers (3 113 600 dollars), compensée en partie par les crédits additionnels au titre des fournitures diverses (1 850 200 dollars).

24. Le solde inutilisé de 3 113 600 dollars à la rubrique Services divers tient essentiellement à la diminution des ressources nécessaires au titre des services contractuels. Les montants prévus au titre des services de restauration dans le projet de budget étaient fondés sur un coût moyen de 10 dollars par personne et par jour pour 1 038 membres des groupes de police spéciale. Un coût moyen effectif de 9 dollars par personne et par jour ainsi que des retards dans le déploiement de ces groupes se sont traduits par une réduction des dépenses. D'autres économies ont été réalisées au titre des services de blanchisserie et de nettoyage à sec, à cause d'une diminution des coûts effectifs et de retards dans le déploiement des groupes de police spéciale. La Mission n'a pu trouver un prestataire approprié pour les services de nettoyage prévus. De ce fait, des services limités ont été fournis dans le cadre de contrats de louage de services, supervisés par du personnel des Nations Unies, l'ONU assurant les fournitures et le matériel de nettoyage de base. À la suite d'une réduction des taux à compter du 1er janvier 2001, des économies ont été réalisées au titre des services de photocopie. En outre, les besoins étant réduits, les frais de nettoyage environnemental ont été moins élevés que prévu.

25. Les dépenses supplémentaires au titre des fournitures diverses s'expliquent par plusieurs facteurs. De nombreux membres du personnel de la Mission étant chargés de fonctions administratives, la demande de papeterie et fournitures de bureau s'est trouvée accrue. Étant donné qu'il n'a pas été passé de marché avec des sociétés locales au titre des services de nettoyage, il a fallu davantage de matériel de nettoyage pour assurer des services limités. Les crédits supplémentaires au titre des fournitures électriques tenaient au nombre plus élevé de bâtiments à entretenir et à la mauvaise qualité des câblages électriques des bâtiments publics. La demande d'articles consomptibles nécessaires à la police ayant été plus élevée, il a fallu acheter davantage d'uniformes, de drapeaux et de décalcomanies. Étant donné qu'il a fallu renforcer la sécurité, en particulier au camp des groupes de police spéciale de

Mitrovica, la demande de matériel pour la défense des périmètres a été plus élevée que prévu.

Fret aérien et de surface

Montant réparti : 1 800 000 dollars, dépenses : 1 257 700 dollars; écart : 542 300 dollars

26. Le solde inutilisé de 542 300 dollars tient au fait que les dépenses au titre du transport du matériel appartenant aux contingents ont été inférieures à ce qui était prévu du fait qu'un groupe de police spéciale n'a pas été déployé et grâce à l'utilisation de services aériens commerciaux plus économiques, cette diminution des dépenses étant compensée en partie par des dépenses supplémentaires imprévues au titre du fret et du camionnage par les soins d'entreprises privées, pour les péages routiers de 27 convois des Nations Unies et de cinq convois commerciaux. Ces dépenses n'avaient pas été prévues dans le projet de budget, les livraisons directes de marchandises via l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro ne s'étant pas matérialisées.

Autres programmes

Montant réparti : 1 567 900 dollars; dépenses : 839 100 dollars; écart : 728 800 dollars

27. Le solde inutilisé de 728 800 dollars à cette rubrique tient à un montant de 739 800 dollars au titre des programmes d'information (189 800 dollars) et de programmes de déminage (550 000 dollars), compensé par des dépenses supplémentaires au titre des programmes de formation (11 000 dollars).

Programmes d'information

Montant réparti : 599 700 dollars; dépenses : 409 900 dollars; écart : 189 800 dollars

28. Le solde inutilisé de 189 800 dollars s'explique par le fait que le coût des matériels et fournitures destinés au Groupe de l'imprimerie et au Groupe de la radio et de la télévision ainsi que de l'impression des brochures, dépliants et bulletins d'information a été inférieur.

Programmes de formation

Montant réparti : 418 200 dollars; dépenses : 429 200 dollars; écart : (11 000 dollars)

29. La formation dans les domaines des télécommunications et des technologies de l'information a pour objet de permettre au personnel affecté aux missions d'élaborer une infrastructure technologique et d'offrir des services répondant entièrement aux besoins de toutes les missions de maintien de la paix. Les ressources humaines sont un élément indispensable de succès car, sans leur apport, il est impossible d'assurer la clef de la réussite, qui est la fourniture d'un appui rapide, efficace et économique. Le Secrétariat n'ignore pas qu'il est indispensable de favoriser le perfectionnement des compétences et d'assurer un niveau élevé de compétence dans tous les domaines critiques. Un plan stratégique a été élaboré concernant les télécommunications et les

technologies de l'information, prenant en compte la complexité et la portée croissantes des activités ainsi que l'augmentation des besoins en information due au développement des missions de maintien de la paix. L'efficacité des technologies de l'information et des communications dans les missions est largement liée à celle des systèmes d'information sur le terrain. Il est indispensable que le Secrétariat renforce en permanence la capacité du personnel affecté aux missions à tous les niveaux afin de gérer les ressources en matière d'information grâce à des procédures, outils et structures de formation novatrices et modernes. Le plan de formation comporte un mécanisme d'évaluation de l'efficacité des programmes permettant de prendre des mesures correctives. C'est dans le contexte d'un environnement technologique en évolution rapide que le Secrétariat organise ses activités de formation de façon à maintenir le niveau de compétence indispensable pour répondre aux besoins de la Mission, afin d'éviter les déficiences ou lacunes dans les ressources humaines affectées aux missions de maintien de la paix.

30. Au total, 1 051 membres du personnel de la MINUK ont reçu une formation pendant la période considérée, dont 972 au titre de la formation ordinaire et 79 au titre de la formation spéciale aux achats et à l'informatique. Les programmes de formation de la MINUK exécutés pendant la période considérée sont présentés dans le tableau ci-après.

Formation	*Dépenses (dollars É.-U.)*	*Nombre de personnes formées*	*Lieu*
Achats	10 900	28	Pristina
Sécurité dans le transport des marchandises dangereuses	7 500	3	Athènes
Formation de l'auditeur résident	5 400	1	New York
Séminaires sur l'enseignement supérieur et un système de gestion du spectre	4 300	4	Tirana, Athènes
Matériel à infra-rouges, opérations de ratissage	8 600	5	Londres
Lutte contre la fausse monnaie	2 400	1	Francfort, Allemagne
Matériel de télécommunications, réseau Microsoft	51 300	24	Base de soutien logistique de Brindisi
Séminaire sur le matériel de transmissions	2 000	3	Hanovre, Allemagne
Transmissions à hyperfréquences	16 300	3	Coventry, Grande-Bretagne
Séminaire sous-régional sur un système automatisé de gestion du spectre	1 500	1	Athènes
Système de multiplexage	11 400	4	Paris
Transmissions à hyperfréquences	59 200	27	Pristina
Gestion centrée sur les relations humaines	32 300	25	Pristina
Séminaire sur la stratégie de direction	4 900	17	Monténégro
Conception assistée par ordinateur	9 000	21	Pristina
Exercice de trois jours sur la lutte contre l'incendie	600	1	Madrid
Procédures de contrôle des entrées et sorties	1 500	2	Sarajevo
Reality, Notes, Domino – développement des applications	20 800	12	Base de soutien logistique de Brindisi

Formation	*Dépenses (dollars É.-U.)*	*Nombre de personnes formées*	*Lieu*
Installation de logiciels	500	1	Vienne
Informatique	1 600	1	Leeds, Grande-Bretagne
Cahier des charges concernant le logiciel	1 100	1	Paris
Domino et développement des applications	4 900	2	Zagreb
Galaxy	75 700	27	Pristina
INFORMATEC Notes R5	1 700	1	Manchester, Grande-Bretagne
Formation linguistique (personnel local), séminaire concernant le personnel	42 900	350	Pristina
Atelier à l'intention du personnel national	100	330	Gjilane, Kosovo
Séminaire concernant le personnel	3 500	50	Peja, Kosovo
Atelier sur la gestion des achats	2 500	1	Chypre
Contrats de louage de services dans le cadre du Bureau des services d'achats interorganisations (BSAI)	10 500	6	Vienne
Institut de sécurité	7 400	1	Sterling
Armes à feu	5 500	2	Pristina
Cours de formation antiémeutes	1 100	1	Bordeaux, France
Conseillers du personnel	1 600	1	Rome
Gestion du stress – chauffeurs	5 900	45	Thessalonique, Grèce
Gestion du stress	3 900	45	Ohrid
Véhicules 4 x 4 et matériel de manutention	5 600	3	Base de soutien logistique de Brindisi
Conduite de camions	200	1	Lyon, France
Matériel didactique	14 000		Pristina
Total	**429 200**	**1 051**	

Programmes de déminage

Montant réparti : 550 000 dollars; dépenses : néant; écart : 550 000 dollars.

31. Le montant prévu au titre des activités du Centre de coordination de l'action antimines n'a pas été utilisé pendant la période considérée, étant donné que les bâtiments de la MINUK se trouvaient essentiellement dans des zones urbaines et des zones rurales jugées sûres. Au moment de l'établissement du budget, l'emplacement des mines était mal connu. Des crédits ont été demandés afin de pouvoir faire appel, au besoin, à des services spécialisés.

Contributions du personnel

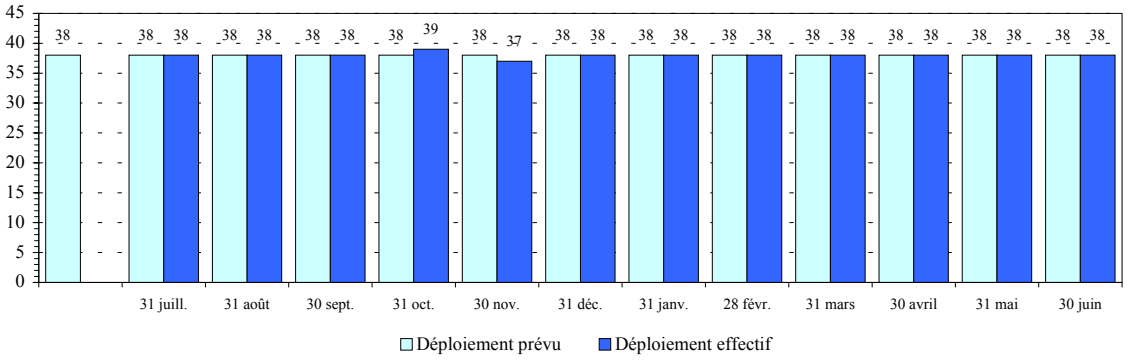
Montant réparti : 27 946 500 dollars; dépenses : 22 775 000 dollars; écart : 5 171 500 dollars

32. Le solde inutilisé de 5 171 500 dollars à cette rubrique s'explique par le fait que les postes ont été pourvus à une classe inférieure à la classe autorisée et par des taux de vacance de poste plus élevés que prévu pour le personnel tant international que local pendant la période considérée.

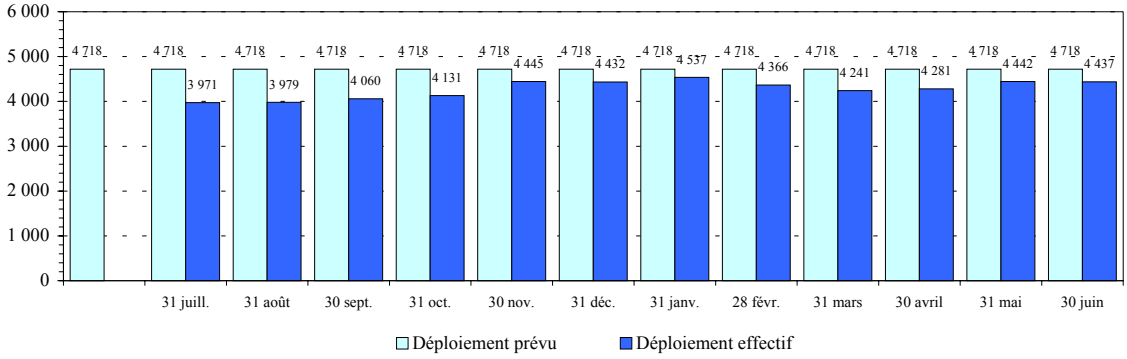
Annexe III

Déploiement prévu et effectif du personnel civil et du personnel militaire pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

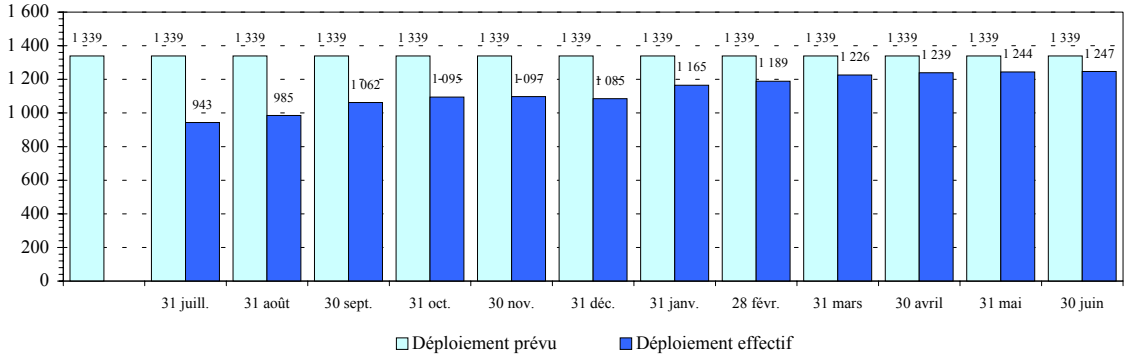
1. Observateurs militaires



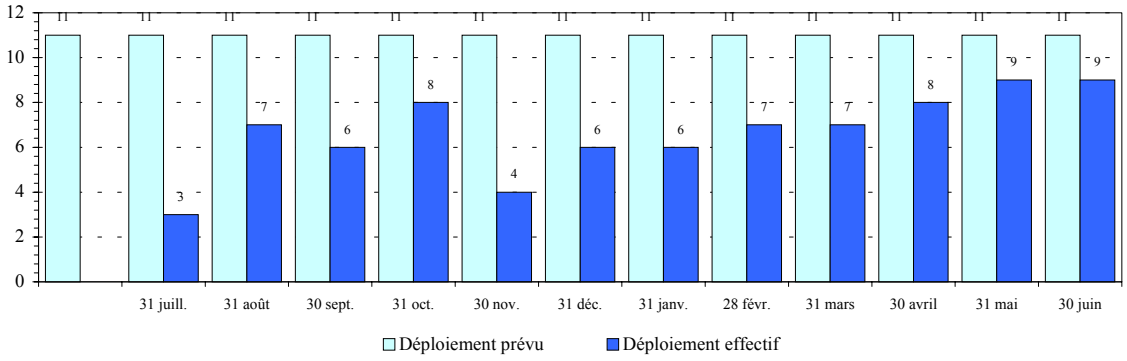
2. Police civile



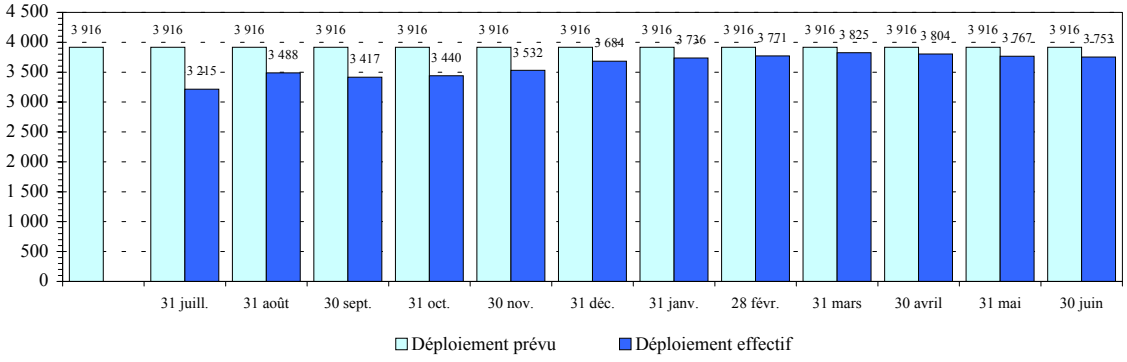
3. Personnel international



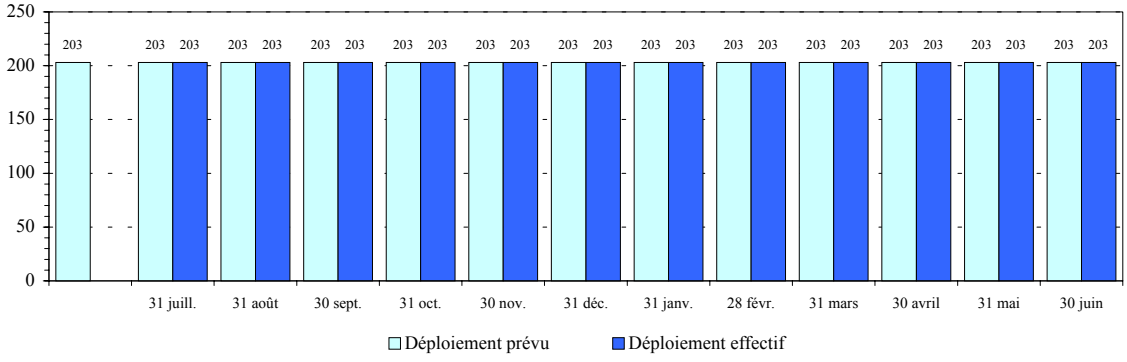
4. Administrateurs recrutés sur le plan national



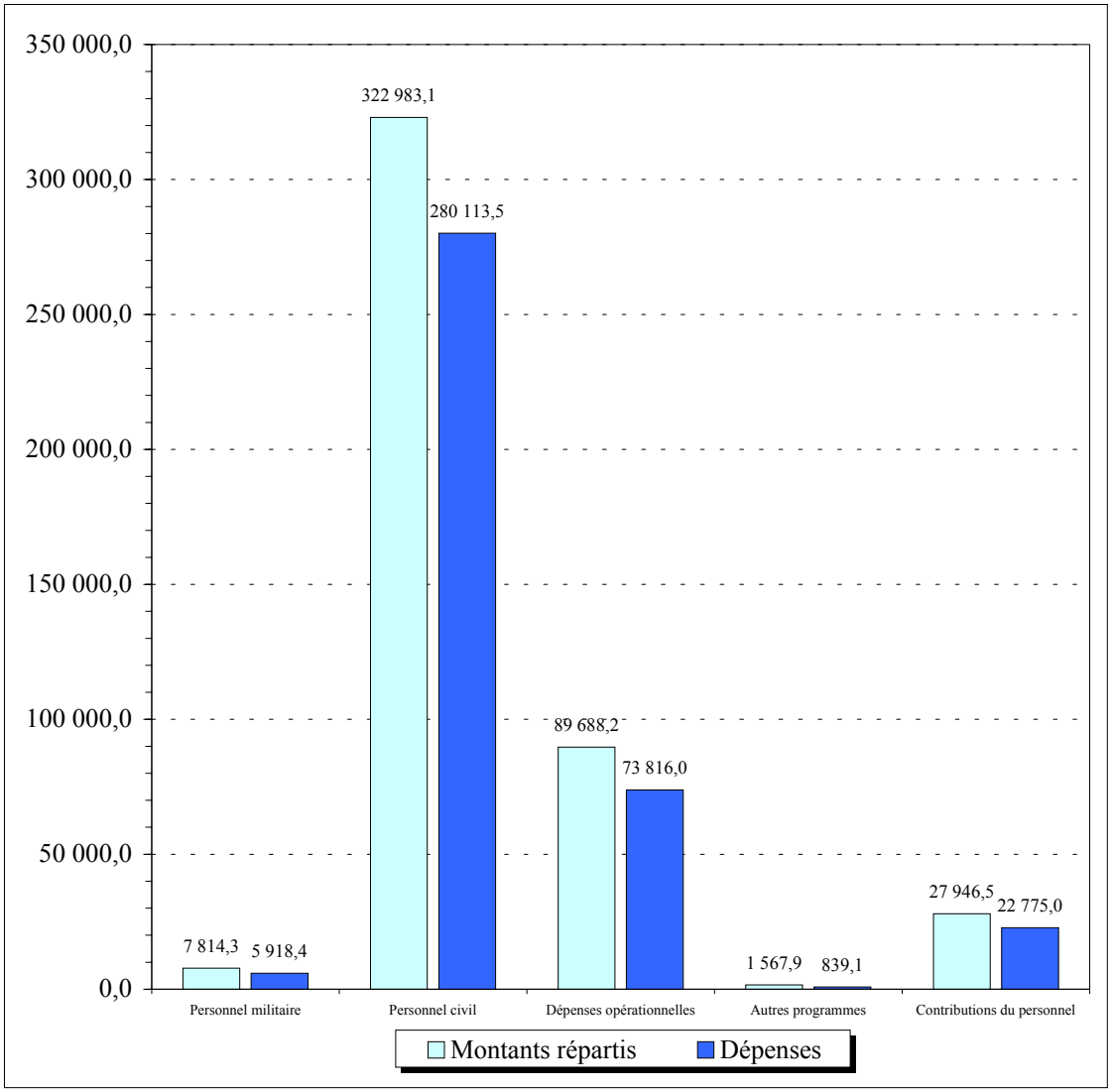
5. Personnel local



6. Volontaires des Nations Unies



Annexe IV

Montants répartis et dépenses pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)